



Prière d'afficher et de diffuser

APPEL DE CANDIDATURES – CONSEILLER.ÈRE JURIDIQUE VOLONTAIRE AU MALI

Poste :	Conseiller.ère juridique volontaire en justice transitionnelle
Pays d'affectation :	Mali (Bamako)
Durée :	6 mois
Date de début :	Janvier 2022
Langue de travail :	Français
Condition :	Les mandats sont de nature volontaire. Tous les frais liés à l'affectation (nourriture, logement, assurances, billet d'avion) sont couverts par le programme. Le mandat est non accompagné. Les volontaires doivent participer à des séances de formation et préparation pré-départ.

Avocats sans frontières Canada (ASFC)

ASFC est une organisation non gouvernementale de coopération internationale dont la mission est de contribuer à la mise en œuvre des droits humains des personnes en situation de vulnérabilité, par le renforcement de l'accès à la justice et à la représentation juridique.

Contexte

ASFC est présentement à la recherche d'un.e conseiller.ère juridique volontaire pour son projet au Mali, « Justice et Paix » (JUPAX).

Le projet JUPAX est mis en œuvre par ASFC et financé par Affaires mondiales Canada (AMC). Ce projet vise à ce que les femmes, filles et autres personnes en situation de vulnérabilité fassent de leurs droits humains une réalité dans une perspective d'égalité des genres, de transformation des relations de pouvoirs, de réconciliation et de paix au Mali. Dans le cadre de ce projet, ASFC est à la recherche d'un.e volontaire en justice transitionnelle, afin de réaliser une mission au Mali en appui à la Commission Vérité, Justice et Réconciliation (CVJR).

Description de l'organisation partenaire

Le projet JUPAX cherche à contribuer à la consolidation d'une paix durable au Mali par un appui à la principale institution active sur le plan de la justice transitionnelle qu'est la Commission Vérité, Justice et Réconciliation (CVJR). Créée en 2014, la CVJR, dont l'opérationnalisation est prévue dans l'*Accord pour la paix et la réconciliation au Mali* de 2015, a pour mission de « contribuer à l'instauration d'une paix durable à travers la recherche de la vérité, la réconciliation et la consolidation de l'unité nationale et des valeurs démocratiques »¹. Son mandat consiste à mener des enquêtes sur les cas de violations graves aux droits humains, y compris celles commises contre les femmes et les enfants, à examiner les causes des épisodes de violence qu'a connu le Mali depuis 1960, à formuler des recommandations visant à prévenir la résurgence des violences et à proposer des mesures de réparation.

¹ Ordonnance du 15 janvier 2014 portant création de la Commission vérité, justice et réconciliation.



Sécurité et mesures sanitaires

La sécurité des volontaires et des autres collaborateur.trices est au cœur des préoccupations d'ASFC et de ses partenaires. Des mesures et protocoles de sécurité sont appliqués pour le personnel local, les expatrié.e.s, les volontaires et le personnel en mission court terme.

Les candidat.e.s sélectionné.e.s sont formé.e.s en matière de sécurité et doivent s'engager à respecter les mesures et protocoles, dont les politiques institutionnelles et les mesures sanitaires en lien avec la pandémie. Les activités n'étant entreprises que s'il existe des garanties suffisantes et que les conditions s'y prêtent, ASFC peut reporter ou annuler le déploiement de volontaires sélectionné.e.s, notamment pour des motifs liés à la sécurité ou à la situation sanitaire.

Description du poste

Le/la conseiller.ère juridique volontaire en justice transitionnelle est appelé.e à réaliser une diversité de tâches juridiques liées aux droits humains au sein de la CVJR. Alors que certains volontaires contribuent particulièrement à la documentation, à l'analyse de problématiques de droits humains et à la rédaction de rapports thématiques, d'autres participent à la préparation de propositions de réformes législatives, analysent la jurisprudence ou sont impliqué.e.s dans des dossiers de litige stratégique menés devant des tribunaux nationaux ou instances internationales.

Concrètement, sous l'autorité du Directeur pays, de la responsable thématique paix et réconciliation, et en étroite collaboration avec l'équipe d'ASFC à Québec, le/la coopérante.e volontaire en justice transitionnelle est appelé.e à réaliser les tâches suivantes :

- Contribuer à la rédaction de parties analytiques et/ou de chapitres du rapport final et de rapports intermédiaires de la CVJR ;
- Appuyer l'élaboration d'une méthodologie en vue de la formulation de recommandations sur le plan des garanties de non-répétition, particulièrement en ce qui a trait aux réalités des filles et des femmes ;
- Réaliser des recherches et des notes juridiques et méthodologiques portant sur des questions juridiques pertinentes pour les travaux de la CVJR, notamment sur les thématiques de ses deux dernières audiences publiques ;
- Appuyer le groupe de travail de la CVJR sur le Centre de Mémoire et de Réconciliation dans l'élaboration des documents de création dudit organe qui succèdera à la Commission ;
- Appuyer, au besoin, les membres de l'équipe au sein de la CVJR et d'ASFC pour la rédaction des outils simplifiés et didactique permettant à la CVJR de mieux vulgariser les conclusions de son mandat;
- Planifier, réaliser et animer des ateliers de travail et de formation sur des thèmes jugés utiles par la CVJR;

Et, de manière générale, effectuer toute autre tâche connexe utile ou nécessaire à la demande de la CVJR et d'ASFC et dans le cadre du projet JUPAX.

Qualifications

- Formation universitaire en droit;
- Maîtrise du français parlé et écrit;
- Connaissances en matière de droit pénal international et/ou de droits humains et de justice transitionnelle;

- Expérience professionnelle et/ou académique en violences basées sur le genre et en égalité des genres;
- Intérêt pour la promotion et la défense des droits humains et pour le renforcement des acteurs de la société civile;
- Aptitudes pour la rédaction et la recherche juridique;
- Capacité d'analyse de quantité importante de données;
- Capacité d'analyse différenciée selon les genres;
- Capacité à intégrer rapidement les concepts de droit interne pour les harmoniser avec les connaissances en droit international;
- Capacité à s'adapter à des situations et conditions de travail parfois difficiles (mesures de sécurité restrictives, ressources limitées, difficultés logistiques, travailler sous pression etc.);
- Forte motivation associative, sens de la solidarité internationale, adhésion aux valeurs d'ASFC;
- Capacité à travailler en équipe, entente et intelligence interpersonnelle;
- Capacité à s'intégrer à des dynamiques de travail variées;
- Capacité à travailler en milieu multiculturel;
- Compétences informatiques de base (Word, Excel, Outlook);
- Respect absolu de la confidentialité de l'information traitée au sein du projet.

Atouts

- Maîtrise ou doctorat en droit;
- Expérience préalable dans des fonctions similaires;
- Expérience en gestion de projet et connaissance de la gestion axée sur les résultats;
- Expérience auprès de communautés ou de groupes en situation de vulnérabilité;
- Expérience de travail au Mali ou en Afrique de l'ouest;
- Connaissances du contexte social, économique et juridique au Mali, en Afrique de l'ouest, ou d'autres pays en développement ou en situation post-conflit.

Conditions d'admissibilité

- Être couvert.e par le régime d'assurance santé de sa province ou par un régime privé;
- Être disponible pour participer à une formation pré-départ.

Processus de sélection

Les candidat.e.s intéressé.e.s doivent présenter leur dossier de candidature (lettre de motivation et curriculum vitae) à recrutement.pcv@asfcanada.ca en indiquant dans l'objet « Mali - Conseiller.ère juridique volontaire en justice transitionnelle » **au plus tard le dimanche 24 octobre 2021 à 00h00.**

Nous remercions tous.les candidat.e.s de leur intérêt. Toutefois, seules les personnes sélectionnées pour une entrevue seront contactées.